

# Présentation du GARAS

## Groupement d'Action et de Réflexion AnarchoSyndicaliste

### Qui sommes-nous ?

Comme notre nom l'indique, nous ne sommes pas une organisation syndicale, mais un regroupement d'individus se constituant en groupes dès que possible, et qui s'organisent sur la base du fédéralisme libertaire (ce qui n'empêche pas de poser localement des statuts syndicaux en mairie). Le fédéralisme se traduit concrètement par l'organisation de rencontres des adhérents et groupes du G.A.R.A.S., lors desquelles les décisions concernant l'organisation et les orientations de notre groupement sont prises. Nous fonctionnons en démocratie directe, c'est à dire qu'il n'y a pas de représentants, de chef ou de bureau, qui prennent des décisions au nom des autres ou qui donnent des consignes : chacun peut proposer des idées et les voter. Les décisions qui sont votées sont ensuite à respecter par tout le monde, et chacun garde la liberté de les remettre en question lors d'autres rencontres. Certains d'entre nous peuvent faire partie d'une organisation syndicale, à condition que ces personnes ne soient pas élues du personnel, et n'occupent aucune fonction décisionnelle dans ces différents syndicats. Cette possibilité est laissée aux adhérents qui se posent des questions sur leur appartenance syndicale.

### Pourquoi créer un groupement anarchosyndicaliste ?

Nous avons fait le constat qu'aujourd'hui aucun groupe essayant de mettre en œuvre une pratique syndicale efficace en rupture avec le capitalisme n'arrive réellement à ses fins. Voici quelques exemples de ce qui motive notre constat, que nous détaillerons sûrement au fil des numéros de notre feuille de liaison :

- Problèmes de cohérence entre les objectifs affichés et les pratiques mises en œuvre
- Bureaucratismation rampante et transformation en machines électorales d'organisations syndicales se disant parfois révolutionnaires, anarchosyndicalistes, ou s'affichant simplement de lutte
- Volonté de guider les travailleurs au lieu d'appuyer les luttes en y participant.
- Consensus de ces mêmes organisations avec la pensée dominante qui ne leur permet pas d'être en accord avec les actions de grèves dures contre le patronat, notamment à cause du refus de clairement identifier les patrons, les politiciens, et les cadres dirigeants comme des ennemis de classe qui nous imposent leurs lois et leurs ordres en permanence.
- Ajoutons à cela qu'un certain gauchisme leur fait parfois préférer les actions symboliques et spectaculaires à l'action concrète (faire une grande manif lorsqu'il faudrait occuper ou paralyser son lieu de travail, se jeter sur la première proposition d'action relayée par les grosses centrales syndicales et les partis de gauche, par exemples).
- Ce que nous venons de citer limite, entrave, et nuit aux luttes auxquelles nous participons : ce sont des obstacles réels aux travailleurs et précaires défendant leurs intérêts, y compris de nombreux syndiqués de ces organisations.
- D'une manière générale, il n'y a pas assez de personnes qui entrent en lutte sur des bases radicales pour mettre en œuvre une résistance efficace. Si un certain nombre de travailleurs, chômeurs et étudiants sont responsables de cette situation, les organisations syndicales actuelles n'arrivent pas à inverser la tendance au désengagement, et pire, elles y contribuent par leurs magouilles et manipulations incessantes.

En bref, de nombreux problèmes se posent aux révolutionnaires sincères qui veulent agir au niveau syndical et promouvoir l'auto-organisation des luttes. Selon nous cette auto-organisation des luttes doit s'accompagner d'une action développant l'idée de la nécessité d'un changement de société sur des bases communistes<sup>1</sup> libertaires claires, que ce soit lors de la lutte ou tout au long de notre action quotidienne (cependant, cela n'implique pas que chaque tract parle systématiquement d'idéologie, ce serait même assez maladroit). Nous n'opérons donc pas de division entre l'action politique et l'action syndicale, puisque dans la

---

<sup>1</sup> Le communisme - qu'il ne faut pas réduire aux partis communistes et ce qu'ils sont pu faire ou font à travers le monde - est un projet de société qui a pour but de mettre en commun les moyens de production, afin de permettre une répartition égalitaire des fruits du travail, au lieu du vol permanent qui existe à l'heure actuelle (cela passe donc par l'abolition des classes sociales et du salariat, afin de pouvoir produire en fonction de nos besoins, pas du profit de quelques-uns). Pour arriver au communisme, les marxistes prétendent qu'un parti doit prendre le pouvoir d'Etat et mettre en place une dictature qu'ils osent qualifier « du prolétariat ». En URSS, et partout où cette méthode a été mise en pratique, on n'est jamais arrivé au communisme ainsi : jamais les classes sociales n'ont été abolies ; au contraire, une nouvelle bourgeoisie s'est formée et a dirigé ce qui s'appelle un capitalisme d'Etat. D'autres révolutionnaires pensent que le communisme doit être mis en place immédiatement pendant la révolution, directement par tous ceux qui sont aujourd'hui dominés et exploités dans cette société. Les communistes libertaires pensent effectivement que nous devons mettre en place nous-mêmes l'organisation de la société qui nous convient. Cela suppose au préalable, non pas la constitution d'un parti d'avant-garde, mais un réel processus d'organisation des dominés dans des structures révolutionnaires cohérentes et massives.

réalité cette division n'existe pas : les pouvoirs politique et économique sont liés, l'économique conditionnant très fortement le politique. Plus concrètement, nous avons hélas constatés que, dans leur propre fonctionnement, aucune organisation anarchosyndicaliste n'arrive à traiter correctement les problèmes du pouvoir et du sexisme (et cela est également vrai pour les organisations politiques, d'après ce que nous en savons et les échos que nous en avons). Il semblerait que seuls des individus posent le problème sérieusement par écrit en essayant d'analyser et de dénoncer les manifestations de notre culture de domination/soumission. Quant aux organisations syndicales bureaucratiques où certains peuvent avoir choisi de militer, les relations dominants/dominés ne sont plus à démontrer. La culture de la passivité face à l'autorité présente dans ces organisations syndicales se retrouve dans les mouvements de lutte, et il ne faut donc pas s'étonner de la rareté des mouvements actifs ou de la perte des luttes à l'heure actuelle, sur les 35H (version gauche plurielle comme version UMP) ou les retraites par exemples, même si ce n'est pas la seule raison. Même si nous savons que nous ne sommes pas à l'abri de tomber dans certaines dérives, nous voulons partir sur des bases saines en restant vigilants sur nos comportements, et surtout laisser l'espace pour poser les problèmes.

## **Que voulons-nous ?**

Le G.A.R.A.S. est un regroupement pour se défendre aujourd'hui contre nos employeurs et les politiciens de tout poil, un lieu où on se serre les coudes. Il existe également dans le but de contribuer à la mise en place d'une autre organisation sociale en mettant en pratique les idées qui nous animent.

Nous sommes pour un mode d'action directe, (l'occupation, la paralysie de son lieu de travail, faire la grève sur le tas, les pannes d'informatique, l'accident technique causant une panne générale, l'électricité qui disjoncte par intermittence, d'une manière générale, lutter contre les cadences par le freinage de la production...). L'auto-organisation des luttes et l'action directe signifient qu'il n'y a pas de représentants qui décident à notre place, et que nous nous regroupons pour prendre les décisions. Nous pouvons évidemment choisir des camarades pour porter nos revendications et répercuter nos choix (encore que l'idéal est de négocier en présence de tout le monde), mais ceux-ci doivent forcément soumettre à l'approbation générale les propositions patronales. Comme agir sans réfléchir ne nous mènerait pas bien loin, nous désirons partager les réflexions, les connaissances, les savoir-faire, ainsi que les expériences de lutte et les pratiques syndicales. La lettre de liaison est un outil pour favoriser cela et échanger sur l'actualité économique, syndicale et politique, comme sur la vie quotidienne et pratique entre personnes de même condition, de même classe. A terme, nous mettrons en place une confédération anarchosyndicaliste sur des bases claires : c'est la raison pour laquelle nous souhaitons débattre au préalable et exposer nos positions à tous ceux qui sont intéressés. Cette création pourrait se faire relativement rapidement au vu des avantages à bénéficier d'un statut légal (statut juridique reconnu d'un syndicat, droits automatiques dans le secteur public comme celui d'afficher, démarches diverses). Il ne s'agira évidemment pas d'utiliser cette dénomination pour faire croire que nous serions une confédération développée et massive.

Nous espérons vous avoir donné une idée de ce que nous sommes et désirons faire. Ce texte, comme notre groupement, pourra évoluer au fur et à mesure des contributions, puisque nous n'en sommes qu'au début de notre projet : avis aux amateurs. En dernières précisions, il est clair que nous ne nous posons pas en avant-garde d'un quelconque mouvement, et encore moins de notre classe, même si nous défendrons certains points de vue avec force car nous sommes contre le consensus mou et le politiquement correct.

GARAS  
*Le 4 novembre 2007*